

L'EXTRÊME DROITE, LE PIRE DANGER SOCIAL ET POLITIQUE POUR TOUTES ET TOUS.

Que ce soit pour les quelques conquits sociaux qui nous restent encore, les urgences climatiques et sociales, les droits des femmes, des minorités, pour notre démocratie, l'extrême droite a toujours été et sera toujours le pire des périls.

Les résultats des élections européennes du dimanche 9 juin nous démontre la sombre réalité de la crise sociale, politique et démocratique française. Depuis 2002, le vote pour l'extrême droite se banalise malheureusement de plus en plus : 31.5 % des suffrages exprimés pour le RHaine, 5.5 % pour Reconquête – quand bien mêmes lesdits partis se proclament eurosceptiques et que certain·es de leurs représentant·es ont été plusieurs fois condamné·es pour appel à la haine raciale et/ou détournements de fonds publics.

Les valeurs comme les propositions de ces partis vont à l'encontre d'un projet rassembleur pour une société solidaire et apaisée. Nous refusons de croire qu'avec ces élu·es antiparlementaristes, racistes, xénophobes, antisémites, islamophobes, LGBTQIA+phobes, sexistes, réactionnaires, fascistes, capitalistes et climatosceptiques, les difficultés des européen·nes puissent être résolues. Au contraire, ce seront encore plus de lois répressives et excluantes, à l'image des votes et prises de positions des 88 député·es RHaine à l'Assemblée Nationale depuis les dernières législatives. L'électorat d'extrême droite est leurré par le discours populiste, simpliste et totalitariste de partis et de leurs candidat·es prétendant comprendre ses problèmes alors qu'ils et elles ne feront que les accentuer et ne proposent rien de concret pour les résoudre : baisse des minimas sociaux, dégradation des conditions de travail, casse du système de santé, du service public de l'école, inflation, recul de l'âge de départ à la retraite.

Il faut le rappeler : l'extrême droite est contre les avancées des droits des femmes (contrôle de leurs corps, proposition pour que les femmes cessent de travailler), s'oppose à l'accueil des exilé·es dans un monde en guerre et détruit par notre pollution, prône une politique néolibérale et diffuse des idées réactionnaires. Nous craignons une recrudescence des actes commis par les néonazi·es et autres fascistes, conforté·es dans une prétendue légitimité grâce aux résultats de ces élections.

L'annonce de la dissolution de l'Assemblée Nationale par le Président de la République rend imminent ce péril de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite et de ses député·es, leur laissant le loisir de proposer et de voter des lois fascistes. Ce faisant, il joue à l'apprenti-sorcier et se fait de nouveau le marchepied de l'extrême droite, sans faire prendre de risque à la classe bourgeoise qu'il représente, l'extrême droite ayant toujours défendu les intérêts des plus riches. Une fois de plus, Jordan Bardella l'a montré en revenant sur sa parole concernant l'âge du départ à la retraite.

L'union syndicale départementale Solidaires Loiret condamne cette fuite en avant. Nous appelons solennellement à soutenir l'union de toutes les forces sociales progressistes de gauche pour s'opposer à l'extrême droite, à l'instar des organisations syndicales qui ont su faire preuve d'unité lors de la récente bataille pour les retraites.

Autour de nous, sur notre lieu de travail, n'hésitons pas rappeler que l'extrême droite est la pire des solutions. Combattons sans relâche ses projets nauséabonds pour notre société !

Orléans, le 13 juin 2024.

**Rendez-vous samedi 15 juin à 10h30 Place de Loire à Orléans
et à 10h30 Place du Pâtis à Montargis.
Pour exprimer notre colère !**

Union
syndicale
Solidaires
LOIRET

Union syndicale Solidaires Loiret
12 Cité Saint-Marc, 45000 Orléans
www.solidairesloiret.org
■ contact@solidairesloiret.org
Tél : 02 38 83 72 39

COMMUNIQUÉ DE PRESSE